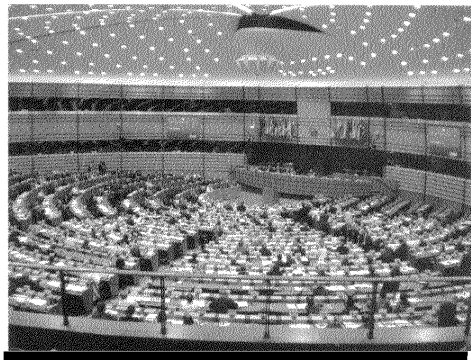
Institutionnel : les dossiers chauds de l'hiver

Deux dossiers européens cruciaux et l'évolution de la TVA intermédiaire en France font partie des sujets qui peuvent changer la donne.

Outre le dossier de réforme des crédits d'impôt à la production, qui bouge enfin après deux années de faux espoirs *(lire en Une)*, le volet distributeur de la taxe sur les services de télévision (TSTD), et principalement les fournisseurs d'accès à internet, qui continue à faire débat à Bruxelles, semble être en phase de sortir de l'ornière dans laquelle il était tombé. Cette taxe sur les opérateurs de télécommunications véhiculant des contenus audiovisuels et cinématographiques, qui abonde le fonds de soutien du CNC, se heurtait notamment, depuis sa notification en 2011, au blocage de commissaires européens.



Le Commissaire à la concurrence va formuler des propositions alternatives pour la Communication cinéma.

Depuis que le gouvernement a changé de stratégie, les choses semblent pouvoir évoluer (*lire* Ecran Total *n° 919*). S'inscrivant dans une démarche beaucoup plus diplomatique, un nouveau texte devrait être présenté cette semaine à Bruxelles. D'après les relais des instances professionnelles, qui n'ont pu consulter de version écrite à l'heure où nous écrivons ces lignes, ce texte s'appuierait sur une *"assiette large"* et *"plus proportionnable"*.

Le soutien des Efad

Cette nouvelle proposition a été précédée par un courrier, qualifié de *"soutien précieux"* par le CNC. Il a été signé par la vingtaine d'institutions publiques regroupées au sein du réseau Efad (European Film Agency Directors) – les homologues du CNC en Europe –, qui se sont mobilisées en faveur de la position française. Il a été adressé aux commissaires concernés (Joaquin Almunia, en charge de la concurrence, Neelie Kroes, en charge de la stratégie numérique, et Androulla Vassiliou, en charge de la culture), ainsi qu'au Président José